

Réparons le toit de l'Europe tant qu'il fait beau

JEAN-CLAUDE JUNCKER

Président de la Commission européenne

En mars dernier, à Rome, l'Union européenne a célébré son 60^e anniversaire. Cette date a été l'occasion de nous rassembler et de faire le bilan des réalisations auxquelles a contribué notre Union. Mais nous avons aussi été amenés à réfléchir à la manière dont l'Europe peut rester fidèle à sa promesse pour les générations à venir. C'était l'idée sous-jacente du livre blanc de la Commission européenne sur l'avenir de l'Europe et du débat qu'il a lancé.

Il s'agit en grande partie de déterminer comment tirer collectivement les leçons de la dernière décennie. La crise financière qui a éclaté il y a dix ans n'a pas débuté en Europe, mais elle a mis au jour des faiblesses substantielles, à la fois dans le fonctionnement de notre système financier et dans la structure institutionnelle de la zone euro. Le résultat a été la récession la plus forte et la plus longue jamais enregistrée.

Ne plus être exposé

À l'heure où nous parlons d'avenir, nous ne pouvons pas nous permettre de rester ainsi exposés. Nous devons, ensemble, améliorer nos structures économiques et sociales pour apporter davantage de stabilité et de sécurité aux citoyens européens.

C'est précisément maintenant que nous devons nous y atteler. Des efforts résolus ont permis à l'économie de l'UE de renouer avec la croissance, et ce depuis plusieurs années. Le chômage, bien qu'à un niveau encore inacceptable dans certains pays, est au plus bas depuis 2008. Les finances publiques se portent mieux, et les investissements reprennent. Les banques ont presque doublé leurs ratios de fonds propres, et les prêts non productifs sont en

recul constant. Nous avons mis en place de nouvelles règles pour que les contribuables n'aient pas à intervenir pour renflouer les banques en difficulté. La confiance dans l'euro n'a jamais été aussi forte.

Comme le dit l'adage, le meilleur moment pour réparer son toit, c'est lorsqu'il fait beau. Nous avons aujourd'hui l'occasion – et le devoir – de renforcer la résilience et la solidité de notre économie et de notre société.

C'est dans cet esprit que la Commission européenne a présenté une feuille de route pour faire avancer le système de gouvernance économique de l'UE vers plus d'unité, d'efficacité et de responsabilité démocratique. Fruit de plusieurs années de travail, elle vise à consolider la croissance, à soutenir la convergence et à améliorer la stabilité macroéconomique pour le bénéfice de tous les citoyens.

L'euro est, depuis toujours, un projet qui nous unit. Il est la monnaie unique de l'Union et la deuxième monnaie la plus utilisée au monde aujourd'hui. Nous avons besoin d'une zone euro forte et stable, non seulement pour le marché unique, mais aussi pour l'UE toute entière. C'est une évidence, surtout si l'on considère que tous les États membres de l'UE, sauf deux, sont juridiquement tenus d'adopter l'euro dès qu'ils rempliront les conditions requises. En outre, avec le départ du Royaume-Uni, les économies de la zone euro représenteront 85% de l'économie totale de l'UE. Nous devons dessiner notre futur en incluant tout le monde.

Dans le cadre de la feuille de route, nous avons déjà présenté des propositions pour achever l'union bancaire et l'union des marchés des capitaux, afin de réduire les risques qui subsistent dans le secteur bancaire, de diversifier les sources de financement de l'économie réelle et d'assurer une meilleure répartition des risques privés.

La semaine dernière, la Commission européenne a présenté de nouvelles initia-

tives qui concrétisent les engagements que j'ai pris en septembre lors de mon discours sur l'état de l'Union. Parmi ces initiatives figure la création d'un Fonds monétaire européen, qui sera en mesure d'apporter un soutien à la stabilité financière aux pays qui en ont un besoin urgent et permettra d'éviter aux contribuables de devoir financer les défaillances des banques.

Nous proposons également d'intégrer le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans le droit de l'UE. Cette démarche permettra de simplifier le cadre juridique et de consolider les règles existantes en matière de bonne santé des finances publiques, y compris avec la flexibilité qu'elles prévoient.

De nouveaux instruments

Nous proposons de nouveaux instruments budgétaires: un soutien aux réformes nationales, un mécanisme spécifique de soutien à la convergence pour les États membres qui se préparent à adhérer à l'euro et un mécanisme de stabilisation qui serait utilisé pour maintenir les niveaux d'investissement en cas de chocs économiques de grande ampleur.

Pour faire le lien, nous avons proposé qu'un ministre européen de l'Economie et des Finances coordonne ces différentes tâches et travaille à rendre la gouvernance économique de l'UE plus simple, plus cohérente et plus efficace.

Les dirigeants de l'UE-27 ouvriront le débat sur nos idées lors du Sommet de la zone euro de cette semaine. Ce sera le premier de ce type à se tenir dans un environnement aussi propice et à rassembler les dirigeants des pays de l'UE faisant partie de la zone euro et de ceux n'en faisant pas partie. Il plantera les jalons des décisions concrètes qui seront prises en 2018. Je suis certain que, mus par notre sens de la responsabilité commune, nous allons tourner la page de la crise sans attendre la prochaine tempête.